

F. 95 — 1419

[S-C — 12224]

28 MARS 1995. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 27 août 1993 portant modification de la liste des formations qui entrent en compte pour le congé-éducation payé (1)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, notamment l'article 109, § 1er, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> et § 3 modifié par la loi du 10 juin 1993 transposant certaines dispositions de l'accord interprofessionnel du 9 décembre 1992;

Vu l'arrêté royal du 27 août 1993, notamment l'article 2, § 2;

Vu l'avis de la Commission d'agrément en matière de congé-éducation payé;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que le présent arrêté réintègre dans la liste des formations qui entrent en compte pour le congé-éducation payé, le cours de sciences familiales au 1er septembre 1993, qu'il y a lieu de permettre, dans les plus brefs délais, le remboursement valable des rémunérations et cotisations sociales afférentes à ces congés pour les années scolaires 1993-1994 et 1994-1995;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1er.** A l'article 2, § 2, 11 de l'arrêté royal du 27 août 1993, portant modification de la liste des formations qui entrent en compte pour le congé-éducation payé, les mots « sciences familiales » sont supprimés.

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er septembre 1993.

**Art. 3.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 28 mars 1995.

ALBERT

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL  
ET MINISTÈRE DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

F. 95 — 1420

7 AVRIL 1995. — Arrêté royal portant exécution de l'article 2, § 1er, alinéa 3 de la loi du 3 avril 1995 portant des mesures de promotion de l'emploi (2)

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 avril 1995 portant des mesures de promotion de l'emploi, notamment l'article 2,

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 22 janvier 1985, *Moniteur belge* du 24 janvier 1985.

Loi du 10 juin 1993, *Moniteur belge* du 30 juin 1993.

Arrêté royal du 27 août 1993, *Moniteur belge* du 9 septembre 1993.

(2) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 3 avril 1995, *Moniteur belge* du 22 avril 1995.

N. 95 — 1419

[S-C — 12224]

28 MAART 1995. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot wijziging van de lijst van de opleidingen die in aanmerking komen voor betaald educatief verlof (1)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, inzonderheid, artikel 109, § 1, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> en § 3, gewijzigd door de wet van 10 juni 1993 tot omzetting van sommige bepalingen van het interprofessioneel akkoord van 9 december 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 27 augustus 1993, inzonderheid artikel 2, § 2;

Gelet op het advies van de Erkenningscommissie voor het betaald educatief verlof;

Gelet op de wetten van de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973, onder andere artikel 3, § 1, gewijzigd door de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat dit besluit in de lijst van de opleidingen die in aanmerking komen voor betaald educatief verlof de cursus gezinswetenschappen op 1 september 1993 heropneemt, dat het nodig is zo vlug mogelijk, de rechtsgeldige terugbetaling toe te laten van de lonen en sociale bijdragen voor de schooljaren 1993-1994 en 1994-1995;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** In artikel 2, § 2, 11 van het koninklijk besluit van 27 augustus 1993 tot wijziging van de lijst van de opleidingen die in aanmerking komen voor betaald educatief verlof, worden de woorden « gezinswetenschappen » geschrapt.

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 september 1993.

**Art. 3.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 28 maart 1995.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

MINISTERIE VAN TEWERKSTELLING EN ARBEID  
EN MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 95 — 1420

7 APRIL 1995. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 2, § 1, derde lid van de wet van 3 april 1995 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling (2)

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 april 1995 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling inzonderheid op artikel 2;

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 22 januari 1985, *Belgisch Staatsblad* van 24 januari 1985.

Wet van 10 juni 1993, *Belgisch Staatsblad* van 30 juni 1993.

Koninklijk besluit van 27 augustus 1993, *Belgisch Staatsblad* van 9 september 1993.

(2) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 3 april 1995, *Belgisch Staatsblad* van 22 april 1995.

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence résultant du fait que le système des accords en faveur de l'emploi est entré en vigueur le 1er janvier 1995, qu'il importe que les employeurs soient mis au courant sans délai de leurs droits et obligations;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de Notre Ministre des Affaires sociales et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Par augmentation nette du nombre de travailleurs au sens de l'article 2 de la loi du 3 avril 1995 portant des mesures de promotion de l'emploi, il faut entendre l'augmentation par rapport au trimestre correspondant de l'année 1994 du nombre de travailleurs qui, au dernier jour du trimestre civil considéré, sont liés par un contrat de travail avec l'employeur, des apprentis, des personnes qui exécutent un travail selon des modalités similaires à celles d'un contrat de travail et des personnes qui se trouvent dans les liens d'une convention de stage dans le cadre de la formation de chef d'entreprise reconnue conformément aux conditions prévues par la réglementation relative à la formation permanente dans les classes moyennes.

Il ne doit toutefois pas être tenu compte des travailleurs dont les prestations de travail sont suspendues pour cause d'appel sous les armes, de service accompli en qualité d'objecteur de conscience, d'interruption de la carrière professionnelle en vertu de l'article 100 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales ou pour cause de maladie autre qu'une maladie professionnelle ou pour cause d'accident autre qu'un accident de travail pour autant que la suspension excède douze mois.

**Art. 2. § 1er.** Pour l'application de l'article 2 de la loi précitée du 3 avril 1995, il faut entendre par volume de travail équivalent, un volume de travail qui n'est pas inférieur au volume de travail du trimestre correspondant de l'année 1994. Le volume de travail d'un trimestre est calculé selon les dispositions du § 2.

§ 2. 1<sup>o</sup> Pour le calcul du volume de travail d'un trimestre, il faut entendre par :

d : les journées visées à l'article 24, a), b), c) et e) de l'arrêté royal du 28 novembre 1969 pris en exécution de la loi du 27 juin 1969 révisant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, à l'exception des journées couvertes par les indemnités visées à l'article 19, § 2, 2<sup>o</sup>, a), b), d) et e) de cet arrêté royal;

u : les heures qui correspondent aux journées visées sous d);

v : les journées visées à l'article 24, d) de l'arrêté royal précité du 28 novembre 1969;

g : les journées déclarées en tant que journées assimilées auprès de l'Office national de Sécurité sociale, à l'exception des journées de chômage temporaire résultant de causes économiques en application de l'article 51 de la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail;

w : le nombre de jours civils d'un trimestre civil, à l'exception des samedis et des dimanches;

m : le nombre moyen hebdomadaire d'heures de travail d'un travailleur occupé à temps plein qui, dans l'entreprise ou, à défaut, dans le secteur, effectue le même type de travail que le travailleur occupé à temps partiel.

2<sup>o</sup> Le volume de travail des travailleurs occupés à temps plein, à l'exception de ceux qui ne le sont pas de façon permanente pendant cinq jours par semaine, est égal à :  $(d + v + g)/w$ .

3<sup>o</sup> Le volume de travail d'un travailleur occupé à temps partiel ainsi que d'un travailleur qui est occupé à temps plein mais pas de façon permanente pendant cinq jours par semaine, est égal à :

$$\frac{u \times 5 \times (d + v + g)}{d \times m \times w}$$

4<sup>o</sup> Le volume de travail des travailleurs visés sous 3<sup>o</sup> est égal à la somme des volumes de travail de tous les travailleurs pris individuellement.

5<sup>o</sup> Le volume de travail d'un trimestre est égal à la somme du volume de travail des travailleurs occupés à temps plein et du volume de travail des travailleurs occupés à temps partiel.

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid omwille van het feit dat het stelsel van de tewerkstellingsakkoorden in werking is getreden op 1 januari 1995 en het noodzakelijk is de werkgevers onverwijld op de hoogte te stellen van hun rechten en verplichtingen;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en van Onze Minister van Sociale Zaken en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Onder netto-aangroei van het aantal werknemers in de zin van artikel 2 van de wet van 3 april 1995 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling, moet worden verstaan, de vermeerdering ten opzichte van het overeenstemmende kwartaal van het jaar 1994 van het aantal werknemers die op de laatste dag van het betrokken kalenderkwartaal met de werkgever verbonden zijn door een arbeidsovereenkomst, leerlingen, personen die arbeid verrichten in gelijkaardige voorwaarden als die van een arbeidsovereenkomst en personen die verbonden zijn door een stageovereenkomst in het kader van de vorming tot ondernemingshoofd die erkend werd overeenkomstig de voorwaarden bepaald bij de reglementering betreffende de voortdurende vorming van de middenstand.

Evenwel wordt er geen rekening gehouden met de werknemers wier arbeidsprestaties geschorst zijn wegens oproeping onder de wapens, wegens het vervullen van een dienst als gewetenbezwaarde, wegens onderbreking van de beroepsloopbaan overeenkomstig artikel 100 van de herstellwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen of wegens ziekte die geen beroepsziekte is of wegens een ongeval dat geen arbeidsongeval is, voorzover de schorsing twaalf maanden overschrijft.

**Art. 2. § 1.** Voor de toepassing van artikel 2 van de bovengenoemde wet van 3 april 1995 wordt onder gelijkwaardig arbeidsvolume verstaan, een arbeidsvolume dat niet kleiner is dan het arbeidsvolume van het overeenstemmende kwartaal van het jaar 1994. Het arbeidsvolume van een kwartaal wordt berekend volgens de bepalingen van § 2.

§ 2. 1<sup>o</sup> Voor de berekening van het arbeidsvolume van een kwartaal wordt verstaan onder :

d : de dagen bedoeld bij artikel 24, a), b), c) en e) van het koninklijk besluit van 28 november 1969 tot uitvoering van de wet van 27 juni 1969 tot herziening van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders, met uitzondering van de dagen gedekt door de vergoedingen bedoeld in artikel 19, § 2, 2<sup>o</sup>, a), b), d) en e) van het koninklijk besluit;

u : de uren die overeenstemmen met de dagen bedoeld in d);

v : de dagen bedoeld bij artikel 24, d) van het bovengenoemd koninklijk besluit van 28 november 1969;

g : de bij de Rijksdienst voor Sociale Zekerheid als gelijkgestelde dag aangegeven dagen, met uitzondering van de dagen tijdelijke werkloosheid te wijten aan economische oorzaken bedoeld bij artikel 51 van de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten;

w : het aantal kalenderdagen van het burgerlijk kwartaal met uitzondering van de zaterdag en zondagen;

m : het gemiddelde aantal arbeidsuren per week van de voltijdse werknemer die in de onderneming, of bij gebrek daaraan in de sector, dezelfde soort arbeid verricht als de deeltijdse werknemer;

2<sup>o</sup> Het arbeidsvolume van de voltijdse werknemers, met uitzondering van voltijdse werknemers die niet permanent vijf dagen per week tewerkgesteld zijn, is gelijk aan :  $(d + v + g)/w$ .

3<sup>o</sup> Het arbeidsvolume van een deeltijdse werknemer alsmede van een voltijdse werknemer die niet permanent vijf dagen per week is tewerkgesteld, is gelijk aan :

$$\frac{u \times 5 \times (d + v + g)}{d \times m \times w}$$

4<sup>o</sup> Het arbeidsvolume van de onder 3<sup>o</sup> bedoelde werknemers is gelijk aan de som van de arbeidsvolumes van alle individuele werknemers.

5<sup>o</sup> Het arbeidsvolume van een kwartaal is gelijk aan de som van het arbeidsvolume van de voltijdse werknemers en van het arbeidsvolume van de deeltijdse werknemers.

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets le 1er janvier 1995.

**Art. 4.** Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et Notre Ministre des Affaires sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Châteauneuf-de-Grasse, le 7 avril 1995.

**ALBERT**

Par le Roi :

La Ministre de l'Emploi et du Travail,  
Mme M. SMET

La Ministre des Affaires Sociales,  
Mme M. DE GALAN

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1995

**Art. 4.** Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en van Onze Minister van Sociale Zaken zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Châteauneuf-de-Grasse, 7 april 1995.

**ALBERT**

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,  
Mevr. M. SMET

De Minister van Sociale Zaken,  
Mevr. M. DE GALAN

F. 95 — 1421

**7 AVRIL 1995. — Arrêté royal portant exécution de l'article 15, alinéa 2, de la loi du 3 avril 1995 portant des mesures de promotion de l'emploi (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 3 avril 1995 portant des mesures de promotion de l'emploi, notamment l'article 15, alinéa 2;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant que la loi précitée du 3 avril 1995 prévoit l'obligation pour les employeurs de payer, à partir du 1er avril 1995, une cotisation en faveur de l'emploi et de la formation; qu'il importe que les employeurs qui sont exclus de son champ d'application en soient informés dans les meilleurs délais;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Emploi et du Travail et de Notre Ministre des Affaires sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le chapitre II du titre III de la loi du 3 avril 1995 portant des mesures de promotion de l'emploi n'est pas applicable aux employeurs suivants :

1<sup>o</sup> a) l'Etat, y compris le pouvoir judiciaire, le Conseil d'Etat, les forces armées, la gendarmerie;

b) les Communautés et les Régions;

c) les organismes d'intérêt public et les établissements publics, à l'exception de la Banque nationale de Belgique, de l'Institut de récompte et de garantie, de la Commission bancaire et financière, de la Caisse générale d'épargne et de retraite-holding, du Crédit communal-holding, de la Caisse générale d'épargne et de retraite-banque, de la Caisse générale d'épargne et de retraite-assurances, du Crédit communal-banque, de la Société nationale de crédit à l'industrie, de la Caisse nationale de Crédit professionnel, de l'Institut national de crédit agricole, de l'Office central de crédit hypothécaire et de l'Office national du Ducroire;

d) les établissements d'enseignement libres subventionnés, en ce compris l'enseignement universitaire;

e) les offices d'orientation scolaire et professionnelle et les centres psycho-médico-sociaux libres;

f) les waterings et les polders;

g) les provinces, les associations de provinces, les établissements subordonnés aux provinces;

N. 95 — 1421

**7 APRIL 1995. — Koninklijk besluit tot uitvoering van artikel 15, tweede lid, van de wet van 3 april 1995 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 3 april 1995 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling, inzonderheid op artikel 15, tweede lid;

Gelet op de wetten op de Raad van State, geëvalueerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de voormelde wet van 3 april 1995 voorziet voor de werkgevers, om vanaf 1 april 1995, een bijdrage te betalen ten voordele van de tewerkstelling; en de vorming, dat het van belang is dat de werkgevers die zijn uitgesloten van haar toepassingsgebied hiervan zo spoedig mogelijk dienen ingedicht te worden;

Op de voordracht van Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid en van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Hoofdstuk II van titel III van de wet van 3 april 1995 houdende maatregelen ter bevordering van de tewerkstelling is niet van toepassing op de volgende werkgevers :

1<sup>o</sup> a) het Rijk, met daarin begrepen de rechterlijke macht, de Raad van State, het leger, de rijkswacht,

b) de Gemeenschappen en de Gewesten,

c) de instellingen van openbaar nut en de openbare instellingen, met uitzondering van de Nationale Bank van België, Herdisconterings- en waarborginstituut, Bankcommissie, Algemene Spaar- en lijfrentekas-holding, Gemeentekrediet van België-holding, Algemene Spaar- en lijfrentekas-bank, Algemene Spaar- en lijfrentekasverzekeringen, Gemeentekrediet van België-bank, Nationale Investeringsmaatschappij, Nationale Kas voor Beroepskrediet, Nationale Maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid, Centraal Bureau voor hypotheecair Krediet en Nationale Delcredetiedienst;

d) de gesubsidieerde vrije onderwijsinstellingen, met daarin begrepen het universitair onderwijs;

e) de diensten voor school- en beroepsoriëntering en de vrije psycho-medico-sociale centra;

f) de wateringen en de polders;

g) de provincies, verenigingen van provincies, de instellingen ondergeschikt aan de provincies;

(1) Référence au *Moniteur belge* :

Loi du 3 avril 1995, *Moniteur belge* du 22 avril 1995.

(1) Verwijzing naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 3 april 1995, *Belgisch Staatsblad* van 22 april 1995.